



La Commune



NON à la privatisation de La Poste

Tribune libre : transformation de La Poste en Société anonyme

Toute la population s'accorde pour considérer que La Poste est bien le symbole du service public dans ce pays. Au fil des années, la dégradation de ce service public : postiers à la retraite non remplacés, espacement des tournées, délais toujours plus longs de livraison du courrier, réductions d'horaires, allongement des files d'attente aux guichets, bureaux de poste supprimés en milieu rural mais aussi en région parisienne, mise en place des APC (Agences postales communales) ersatz d'un vrai bureau de poste, perte du statut, personnel précaire...

Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement veut maintenant aller encore plus loin en transformant La Poste, aujourd'hui EPIC (Etablissement public à caractère industriel et commercial) en Société Anonyme, autrement dit en société entièrement privée. Le tout avec la bénédiction et les encouragements de l'Union européenne qui s'acharne contre tous les services publics en Europe car elle les considère comme un luxe d'un autre âge.

Pourquoi nous ne participeront pas au référendum du 3 octobre

Dans ce contexte, il y aura, le samedi 3 octobre prochain une journée de consultation nationale appelée " votation citoyenne " dans tout le pays, à l'initiative du Comité national contre la privatisation de La Poste, regroupant beaucoup d'associations, de syndicats et partis politiques. C'est un référendum où la population est appelée à voter sur la question suivante : " Le gouvernement veut changer le statut de La Poste pour la privatiser, êtes-vous d'accord avec ce projet, oui ou non ". Il va de soi que, s'il fallait participer à ce référendum, ce serait pour voter non à la privatisation. Seulement, notre comité, après discussion ne participera pas à cette initiative, quand bien même elle soit à l'appel d'une majorité de syndicats et associations. Et nous déclinons donc, poliment mais fermement, la proposition qui nous a été faite par la section section Parti socialiste de Soule d'organiser en commun cette " votation citoyenne " Pourquoi ? Disons-le d'emblée, nous n'avons bien entendu aucune opposition de principe avec les " référendum " Tout est affaire de circonstances, de contenu et de qui organise. Le fait qu'un grand nombre de syndicats, la plupart en vérité, et d'associations et partis de gauche y participent, serait d'ailleurs pour nous un a priori très favorable. Alors, qu'est-ce donc qui cloche ?

Plusieurs choses, beaucoup de choses malheureusement.

Pourquoi une consultation aussi tardive puisque trois mois seulement nous séparent désormais de la présentation du projet de loi de Sarkozy en janvier 2010 prochain ? Les organisations syndicales sont pourtant dûment prévenues depuis plus d'un an ! Elles vont nous dire que jusque là, le Collectif national s'était d'abord adressé Sarkozy pour qu'il prenne, lui, l'initiative de ce référendum et que, au vu de son refus, elles le prennent alors en charge le 3 octobre prochain. On en rirait si l'affaire n'était pas si grave. Les uns et les autres n'ont pas de mots assez durs (à juste titre) contre Sarkozy et sa politique antisociale et voilà qu'ils lui font " confiance " pendant presque un an pour organiser une consultation populaire nationale qui lui serait assurément défavorable tant nous sommes attachés à La Poste comme service public ! Le Collectif national serait-il naïf à ce point ? Difficile de le croire. Ce vote du 3 octobre, pour louable qu'il soit, apparaît donc pour ce qu'il est : un combat d'arrière-garde. Nous ne voulons pas participer à une opération où nos dirigeants syndicaux et politiques donnent à Sarkozy des verges pour se faire fouetter et organisent ainsi notre propre défaite. En effet, poursuivons.

Consultation bien tardive

A trois mois de l'échéance, on vient de le voir, on nous appelle donc à voter. A la limite, pour que Sarkozy, même tardivement dirons nous, soit impressionné et soit obligé de reculer dans son projet de loi, il faudrait un vote massif, très massif. Pour l'essentiel, le vote aura lieu le samedi 3 octobre prochain, " sur les marchés, devant les bureaux de poste, dans ou aux abords des entreprises où cela sera possible " selon le document sur le " mode opératoire " tel que publié. Qui peut croire un instant que dans ces conditions de quasi-confidentialité (vote " aux abords des entreprises " un samedi...) et malgré n'en doutons pas l'énergie qui sera déployée par quelques militants, le vote pourra être réellement massif ? Au mieux peut-on escompter recueillir, en une journée puisqu'il ne s'agit que d'une seule journée, 200 000 votes là où on aurait pu en recueillir un million et plus encore en s'y prenant un an à l'avance et sur plusieurs semaines ! Que va nous dire la direction de la CGT qui est, quoi qu'on en dise, un des principaux organisateurs ? Va-t-on nous dire, comme à l'habitude depuis ces dernières années, après les " journées d'action " de 24 heures qui lassent les salariés et font ricaner patrons et gouvernement, que " les gens ne sont pas prêts, qu'ils s'en foutent " etc. ? Va-t-on nous dire qu'il n'y a pas assez de voix et que cela prouve le désintérêt majoritaire de la population et des salariés ? et que du coup, Sarkozy est légitimé pour continuer sa casse du service public ?

Allons encore plus loin. Et si, contre les oiseaux de mauvais augure que nous sommes, le vote du 3 octobre voit néanmoins se réaliser un vote massif de plus d'un million de gens contre la privatisation ? Et alors, va dire Sarkozy, ça ne fait pas le compte face aux dizaines de millions d'usagers de La Poste. Vous n'êtes pas légitimes, dira-t-il au Comité national. Que faire alors, à la veille de la loi ? Reconnaître la défaite ? Baisser les bras et culpabiliser les citoyens et leur dire qu'ils auraient dû voter plus massivement et laisser passer la loi sans lever le petit doigt ?

Qui est légitime ?

Alors, une question se pose : un tel référendum était-il nécessaire ? Depuis quand a-t-on besoin d'une consultation de ce genre pour vérifier ou justifier le bien-fondé de ce service public essentiel qu'est La Poste ? Surtout si on nous demande de voter au dernier moment, dans les pires conditions de quasi-improvisation et de manière bâclée ? Allons encore plus loin : supposons que, cas fort improbable mais sait-on jamais, le résultat du vote soit en faveur de la privatisation ? Nous ira-t-on alors qu'il faut respecter ce vote majoritaire et là aussi, abandonner La Poste à Sarkozy et au privé ? Ce n'est ni le rôle ni la fonction des centrales syndicales de ce pays, pas plus que des organisations politiques de gauche d'abandonner les acquis sociaux au moindre coup de vent, à la moindre difficulté. Ceux qui sont légitimes dans ce pays, ce sont les salariés de La Poste, aidés de tous les salariés et leurs familles, les producteurs des richesses et non les patrons et autres spéculateurs. Le service public de la Poste fait partie de ces acquis arrachés par la lutte et non octroyés par qui que ce soit par bonté d'âme. Y a-t-il dans ces conditions vraiment besoin d'un " débat public national " sur cette question, comme si la privatisation de la Poste se discutait, voire se négociait ? Car ce n'est malheureusement pas tout. Ainsi, dans un des documents à l'appui du vote du 3 octobre, il est écrit : " Ni privatisation, ni statu quo " " document signé des secrétaires généraux de la Fédération de l'Education, de la Recherche et de la Culture-CGT et de la Fédération CGT des Activités Postales et de Télécommunications-FAPT-CGT "

"Ni privatisation ni statu quo"

" Ni privatisation ", on partage à 100% Mais que signifie " ni statu quo " ? On aimerait comprendre. Cela veut-il dire que ces dirigeants CGT dont celui de La Poste sont pour une réforme ? Si oui, laquelle et pourquoi ? A l'heure où Sarkozy veut faire une " réforme " les dirigeants de la CGT, au lieu de concentrer toutes les forces des salariés contre la privatisation, voudraient-ils les disperser en engageant la revendication d'une autre réforme au prétexte de refuser le " statu quo " actuel ? On nous permettra de trouver cette formule " ni statu quo " pour le moins malheureuse et même dangereuse. A moins que ces dirigeants veuillent dire qu'ils revendiquent que La Poste doit redevenir ce qu'elle était avant la réforme Qu'ils ?

(1) Alors que nos dirigeants syndicaux le disent et l'écrivent clairement. Si tel était le cas, alors ils nous trouveraient à leurs côtés. Nous avons quelque doute sur le fait qu'il s'agit bien de ça.

Encore et toujours le "Tous ensemble pour gagner"

Pour notre part, nous pensons que ce vote du 3 octobre, tardif, bâclé et avec des formulations bien discutables (" pour un débat public, non au statu quo etc.) ouvre la porte à une défaite annoncée. Pour contrer Sarkozy et empêcher la privatisation de La Poste, pour défendre les emplois et le statut des postiers, déjà bien battu en brèche, pour lutter contre les fermetures de bureaux de postes et contre les Agences postales communales, (2) il n'y a pas d'autre voie que l'action unie, le " tous ensemble " public-privé y compris par la grève générale pour faire barrage à ce gouvernement de casseurs.

Editorial de la lettre d'information du Comité d'action de Soule (Pays basque intérieur) pour la défense des services publics, comité soutenu, entre autres, par le NPA de Soule

Modifié le dimanche 11 octobre 2009

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »